

Telford, Katie

De : Clow, Brian
Envoyé : Jeudi 13 août 2020 9:03
À : Surkes, Marci
Cc : Chin, Ben; Telford, Katie; Ahmad, Cameron; Thalmann, Brett; Broadhurst, Jeremy
Objet : Re : Système d'alerte en cas de pandémie?

Rapports de Sam :

Bonjour,

Voir ci-dessous l'information préliminaire que j'ai reçue, de même qu'un message.

Contexte :

L'ASPC a rehaussé le niveau d'approbation pour la publication des alertes, le faisant passer des analystes à la haute direction de l'agence. Par suite de ce changement, le réseau publiait des « rapports de situation », et le relèvement du niveau d'approbation, qui se situait toujours à l'intérieur de l'organisation, s'est traduit par moins d'alertes. Selon la Santé, ce changement est survenu à l'automne de 2018. Pour le moment, Santé précise qu'aucune directive n'a été donnée pour qu'on cesse d'émettre des alertes. La gestion étant devenue plus complexe, le personnel s'est mis à publier des rapports de situation.

Sabina en parlera avec la présidente de l'ASPC, et elle me fournira d'autres informations plus tard ce matin.

Message de Santé :

- Les renseignements sur la santé publique sont déterminants pour repérer et surveiller les éclosions.
- Depuis le début de l'éclosion de COVID-19, le Réseau mondial d'information de santé publique (RMISP) a été une source importante de renseignements sur la santé publique pour l'ASPC
- Afin de repérer et de surveiller efficacement les éclosions, l'ASPC met à jour le RMISP de manière à mieux colliger et analyser les données, grâce aux nouvelles technologies.
- Nous déployons tous les efforts possibles pour intervenir rapidement en cas d'éclosions de COVID-19 et pour protéger les Canadiens.

Envoyé de mon iPhone

Le 13 août 2020, à 8:53, Surkes, Marci <Marci.Surkes@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

Il semble que Sabina n'était pas au courant, elle non plus; elle sera informée de la situation à 10 h et fera le point avec nous. MS

Le 13 août 2020, à 8:03, Chin, Ben <Ben.Chin@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

Ce que j'aimerais savoir c'est si toutes les décisions relatives à cette question ont été prises au sein de l'ASPC. Je comprends que le financement n'a pas été réduit.

Envoyé de mon iPhone

Le 13 août 2020, à 7:59, Surkes, Marci
<Marci.Surkes@pmo-cpm.gc.ca> a écrit :

J'ai demandé à Rick de se
renseigner – aucun de nous
n'a été alerté à ce sujet.

MS

Le 13 août 2020, 7:15, Telford, Katie
<Katie.Telford@pmo-cpm.gc.ca> a
écrit :

**À la une du *Globe and Mail*. Comment
réagissons-nous à cette nouvelle ?**

Publié : Le 13 août 2020
Reçu : Le 13 août 2020, à 4 h 23 (heure normale
de l'Est[HNE])

**Traduction d'un article paru dans le *Globe and
Mail* (Ontario)
Nouvelles I A1, mots : 1 532**

**Restauratio
n du
système
d'alerte en
cas de
pandémie**

Ottawa restaure le réseau servant à émettre des alertes en cas de risque d'éclosion de maladies après 440 jours de silence radio

Grant Robertson

Plus d'un an après que le gouvernement fédéral l'aurait fait taire, le système canadien d'alerte et de surveillance en cas de pandémie mondiale revit.

À la fin de la semaine dernière et sans déclaration officielle de la part du gouvernement, le Réseau mondial d'information de santé publique (RMISP) a recommencé à émettre des alertes en cas d'éclosion de maladie pour la première fois depuis le 24 mai 2019, date à laquelle le Réseau avait en fait été fermé.

Le changement a été apporté tout juste deux semaines après que le *Globe and Mail* a fait état d'une enquête menée sur le RMISP. Ce réseau avait attiré les éloges du monde entier pour sa capacité à détecter précocement les éclosions potentiellement dangereuses – et à fournir en continu des renseignements aux décideurs – avant qu'il soit, dans les faits, mis de côté pour faire de la place pour d'autres priorités gouvernementales.

Composée de médecins et d'épidémiologistes qui dépouillent les fils de nouvelles dans le monde, les comptes rendus de symptômes en ligne, les données officielles en matière de santé et de nombreuses autres sources de renseignement permettant de détecter et de surveiller les menaces de maladies émergentes, l'unité hautement spécialisée avait été désignée comme la pierre angulaire des capacités de lutte contre les pandémies du Canada. Puisque les gouvernements sont souvent réticents à signaler les éclosions,

l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) comptait aussi sur le RMISP pour obtenir 20 pour cent de ses « renseignements épidémiologiques », selon des documents du gouvernement fédéral.

Mais, à la fin de 2018, les analystes ont reçu le mandat de se concentrer sur des priorités plus importantes pour le gouvernement. Étant donné que notre société contemporaine n'avait pas été menacée par des pandémies mondiales, le gouvernement a réorienté le RMISP vers des mandats d'importance nationale, comme la surveillance des effets du vapotage sur la santé des Canadiens.

Cette décision a pratiquement mis un frein à la surveillance de la scène internationale qu'exerçait l'unité, ce qui soulève le questionnement suivant : le réseau a-t-il failli à un moment où ses fonctions étaient essentielles?

Le 24 mai de l'an dernier, le RMISP a émis sa dernière alerte avant le silence radio : une étrange éclosion survenue en Ouganda ayant causé la mort de deux personnes. Ce faisant, la presque totalité des activités de surveillance exercées par l'unité – qui étaient la raison d'être de l'opération – ont également disparu de la charge de travail. Quand l'éclosion liée à la COVID-19 a été connue, le gouvernement s'est surtout fié aux publications officielles du gouvernement chinois et aux données de l'OMS pour évaluer l'ampleur de la menace.

Toutefois, jeudi soir dernier, le RMISP a émis sa première alerte en cas d'épidémie depuis 440 jours; on y annonçait que le gouvernement restaurait certaines de ses capacités en matière de renseignement épidémiologique.

Le *Globe and Mail* a obtenu copie de l'alerte. Il s'agit d'un avertissement selon lequel une maladie potentiellement mortelle transmise par les tiques avait été signalée en Chine et semblait se transmettre d'humain à humain.

Le réseau a été conçu pour transmettre aux systèmes de santé publique un sentiment d'urgence, puisque les alertes incitent le Canada et 85 autres pays – qui se fient au RMISP – à exercer une surveillance indépendante et continue. « Le RMISP n'a pas pour principale fonction de simplement informer les professionnels de la santé publique que des événements sont en cours..., il vise plutôt à attirer l'attention sur les événements les plus importants » [TRADUCTION], a déclaré Natalie Mohamed, porte-parole de l'ASPC, mercredi dernier.

Toutefois, avant son silence radio de l'année dernière, le RMISP avait émis, au cours de la décennie précédente, plus de 1 500 alertes dans le monde. Grâce à ces alertes, les responsables de la santé publique et l'OMS pouvaient passer à l'action, le cas échéant.

Un membre de la Santé publique, qui préfère garder l'anonymat par crainte de représailles, a mentionné que le personnel a été soulagé d'apprendre que le système d'alerte et de surveillance était soudainement restauré.

« J'étais au bord des larmes quand la récente alerte a été émise. J'étais ému à ce point, a commenté l'employé du RMISP. Pour l'équipe, ce n'est pas un emploi, c'est une vocation. Nos tâches nous tiennent tellement à cœur. Nous faisons notre travail en pensant que quelqu'un [un décideur] va en prendre connaissance et changer des pratiques. C'est la raison d'être de ces alertes, elles devraient amener les dirigeants à changer leurs pratiques, de telle sorte que les gens en prennent conscience et peuvent régler un problème de santé avant qu'il prenne trop d'ampleur. » [TRADUCTION]

La décision de restaurer le réseau a été prise le même jour que le *Globe and Mail* publiait un article selon lequel le vérificateur général envisageait d'enquêter sur la gestion par le gouvernement du RMISP, qui avait été utilisé dans le passé lors d'éclotions, comme celle liée au H1N1.

Bien qu'il soit difficile de savoir si le RMISP aurait permis d'agir différemment au début de l'éclotion de la COVID-19 si le réseau avait été pleinement fonctionnel, l'employé de la Santé publique explique que l'unité n'a pas été mise sur pied que pour sonner l'alarme dès qu'un problème surgit, elle vise aussi, quand la situation se dégrade, à amener les gouvernements à reconnaître la menace et à accélérer les interventions, y compris le resserrement des mesures dans les aéroports, la fermeture des frontières, la distanciation physique, le port du masque, et autres.

Toujours selon l'employé de la Santé publique, l'effet cumulatif de toutes les alertes qu'aurait émises le RMISP durant la pandémie aurait pu influencer sur les réactions de quelques pays.

L'enquête menée par le *Globe and Mail* révèle comment la capacité d'exercer une surveillance et d'émettre les alertes de manière autonome a été retirée de la charge de travail des scientifiques de l'ASPC. À compter du début de 2018, le Ministère s'est désintéressé du mandat international du RMISP, et a exigé que toutes les alertes soient approuvées par un cadre supérieur. Ce qui entraînait des délais et, dans bien des cas, sonnait le glas des alertes. En conséquence, de nombreuses fonctions de surveillance internationale assumées jusque-là par le RMISP ont disparu, puisqu'il n'y avait plus d'intérêt à recueillir des renseignements.

Les médecins et les épidémiologistes de l'ASPC ont mentionné ne plus se sentir écoutés, et se sont dits particulièrement inquiets à l'idée que leurs avertissements les plus urgents, au début de l'éclotion de la COVID-19, n'avaient pas suivi la chaîne de

commandement, pour atteindre les hauts dirigeants du gouvernement dans les plus brefs délais.

Le réseau n'a toujours pas retrouvé ses fonctions d'autrefois.

Il aura fallu attendre 20 heures pour que l'alerte émise jeudi, qui avertissait les médecins et les gouvernements du monde entier de surveiller des signes de propagation d'humain à humain d'un nouveau bunyavirus transmis par les tiques obtienne l'approbation de la direction. Avant la mise en œuvre du système d'approbation, il était possible, pour le RMISP, de déclencher une alerte en seulement 15 minutes.

Le gouvernement est réticent à l'idée de parler publiquement du RMISP, et il a déjà évoqué des données contradictoires sur la situation du réseau.

Quand le *Globe and Mail* a voulu savoir cet été pourquoi le système gouvernemental d'alerte et de surveillance en cas de pandémie avait été fermé, un porte-parole de l'ASPC a répondu que le RMISP n'avait pas cessé d'émettre des alertes. C'est seulement lorsque le journaliste a informé le gouvernement qu'il avait obtenu les registres faisant état des alertes émises pendant dix ans, et que plus de 1 500 alertes avaient été publiées depuis 2009, avant de cesser soudainement le 24 mai de l'an dernier que le gouvernement a reconnu que des changements avaient été apportés. Selon l'ASPC, les alertes n'avaient pas cessé, elles n'étaient simplement plus émises. Elles devaient dorénavant être approuvées par un haut dirigeant.

Cette semaine, l'ASPC a déclaré au *Globe and Mail* que les capacités du RMISP n'avaient pas été supprimées, comme l'avançaient les scientifiques du Ministère qui avaient sonné l'alarme, elles avaient plutôt été « rehaussées ». En ce sens, l'ASPC a ajouté avoir conclu récemment un partenariat avec le National Research Council (NRC) afin de mettre sa technologie à niveau.

Cependant, le *Globe and Mail* a obtenu un document interne du gouvernement selon lequel le projet avec le NRC avait été conclu surtout à cause d'une faille à l'intérieur du Ministère, et que la plupart des objectifs n'avaient pas été atteints, et ce, malgré une facture de deux millions de dollars.

D'autres pays ont fait l'éloge des travaux du RMISP. Par exemple, des analystes canadiens qui étudiaient des données provenant de l'étranger ont alerté des gouvernements ouest-africains après avoir possiblement détecté des cas d'Ebola (qui avaient échappé à la vigilance des responsables dans les pays visés). Malgré un maigre budget de 2,8 millions de dollars, ce qui est relativement peu dans l'enveloppe de l'ASPC, les activités risquaient constamment de faire l'objet de compressions,

particulièrement lorsque le gouvernement a
commencé à se désintéresser du volet international du
RMISP.

Envoyé de mon

iPhone